

Deurne. — Biens communaux

Un arrêté royal du 12 mai 1972 approuve la délibération du 17 juin 1971 du conseil communal de Deurne, relative à l'acquisition de gré à gré, en vue de l'extension du cimetière, d'un terrain, d'une superficie de 5 062,50 m², aux abords de la Ruggelveldlaan, cadastré section B, n° 113/a/partie.

Erps-Kwerps. — Biens communaux

Un arrêté royal du 12 mai 1972 approuve la délibération du 26 août 1971 du conseil communal d'Erps-Kwerps relative à l'acquisition de gré à gré, en vue de l'exécution de travaux d'élargissement et d'amélioration à la Frans Mombaersstraat, de biens immeubles d'une superficie de 14 a 57 ca, cadastrés comme indiqué dans le tableau des acquisitions.

Pittem. — Biens communaux

Un arrêté royal du 15 mai 1972 approuve les délibérations du 13 août 1971, par lesquelles le conseil communal de Pittem a décidé :

de charger la S.A. « Crédit communal de Belgique », de construire un hall sportif avec conciergerie, en collaboration avec le Service communal de Belgique, sur un bien immeuble appartenant à la commune, selon la formule de leasing;

d'autoriser le collège des bourgmestre et échevins à conclure un contrat de leasing avec la S.A. « Crédit communal de Belgique »;

d'accorder à la S.A. « Crédit communal de Belgique » le droit de superficie sur le bien immeuble.

Lillois-Witterzée. — Biens communaux

Un arrêté royal du 1er juin 1972 approuve la délibération du 30 décembre 1970 du conseil communal de Lillois-Witterzée portant acquisition de gré à gré, pour le prix de 3 000 000 F, d'un bien immeuble sis rue R. Francq 7 d'une contenance de 1 ha 58 a 80 ca.

Genval. — Biens communaux

Un arrêté royal du 1er juin 1972 approuve la délibération du 14 mars 1972 du conseil communal de Genval portant acquisition de gré à gré pour cause d'utilité publique et pour le prix de 2 489 000 F, de parcelles de terrain d'une superficie totale de 1 ha 24 a 45 ca d'après mesurage sises à La Hulpe, lieu-dit « Village », et à Genval, lieu-dit « Le Bosquet », en vue de l'installation d'un centre de sports, jeux et délassements.

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

Arrêté royal déterminant le ressort territorial
des sociétés de développement régional

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi cadre du 15 juillet 1970, portant organisation de la planification et de la décentralisation économique prévoit en son article 15 la création de sociétés de développement régional.

L'initiative de créer ces S.D.R. appartient aux conseils provinciaux et, dans la province de Brabant, aux sections du conseil provincial.

Le ressort territorial des S.D.R. doit être fixé par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis motivé des conseils économiques régionaux.

Un arrêté royal en date du 16 juin 1972 a convoqué les conseils provinciaux en session extraordinaire, le 22 juin 1972 : « L'initiative de créer les sociétés de développement régional » figurait obligatoirement à l'ordre du jour de cette session.

Deurne (Antwerpen). — Gemeentegoederen

Bij koninklijk besluit d.d. 12 mei 1972 is goedgekeurd de beslissing van de gemeenteraad van Deurne (Antwerpen) d.d. 17 juni 1971, tot onderhandse verwerving, met het oog op de uitbreiding van de begraafplaats, van 5 062,50 m² grond in de omgeving van de Ruggelveldlaan, kadastraal bekend sectie B, nr. 113/a/deel.

Erps-Kwerps. — Gemeentegoederen

Bij koninklijk besluit d.d. 12 mei 1972 is goedgekeurd de beslissing van de gemeenteraad van Erps-Kwerps d.d. 26 augustus 1971, tot onderhandse verwerving, met het oog op het uitvoeren van verbredings- en verbeteringswerken aan de Frans Mombaersstraat, van 14 a 57 ca onroerende goederen, kadastraal bekend zoals aangeduid op de staat der grondinnemingen.

Pittem. — Gemeentegoederen

Bij koninklijk besluit d.d. 15 mei 1972, zijn goedgekeurd de beslissingen van de gemeenteraad van Pittem d.d. 13 augustus 1971, waarbij deze besloten heeft :

opdracht te geven aan de N.V. « Gemeentekrediet van België », om, in samenwerking met de Gemeentedienst van België, een sporthall met conciergewoning volgens de leasingsformule te bouwen op een aan de gemeente toebehorend onroerend goed;

het college van burgemeester en schepenen te machtigen om met de N.V. « Gemeentekrediet van België » een leasingsovereenkomst af te sluiten;

aan de N.V. « Gemeentekrediet van België » een recht van opstal te verlenen op bovenvermeld onroerend goed.

Lillois-Witterzée. — Gemeentegoederen

Bij koninklijk besluit d.d. 1 juni 1972 is goedgekeurd de beslissing d.d. 30 december 1970 van de gemeenteraad van Lillois-Witterzée tot onderhandse verwerving, voor de prijs van 3 000 000 F, van een onroerend goed, gelegen rue R. Francq 7, groot 1 ha 58 a 80 ca.

Genval. — Gemeentegoederen

Bij koninklijk besluit d.d. 1 juni 1972 is goedgekeurd de beslissing d.d. 14 maart 1972 van de gemeenteraad van Genval tot onderhandse verwerving, ten algemene nutte en voor de prijs van 2 489 000 F, van percelen grond, totaal groot 1 ha 24 a 45 ca volgens meting, gelegen te Terhulpen, ter plaatse « Village », en te Genval, ter plaatse « Le Bosquet », met het oog op de bouw van een sport-, spel- en ontspanningscentrum.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

Koninklijk besluit tot vaststelling van het werkgebied
van de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie voorziet in de oprichting van gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen (artikel 15).

Het initiatief tot oprichting van deze G.O.M.'s behoort aan de provincieraaden en, in Brabant, aan de afdelingen van de provincieraad.

Het werkgebied van de G.O.M.'s moet, op gemotiveerd advies van de Gewestelijke Economische Raden, vastgesteld worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Bij koninklijk besluit d.d. 16 juni 1972 werden de provincieraaden in buitengewone zitting bijeengeroepen tegen 22 juni 1972 met als verplicht agendapunt : « Het initiatief tot oprichting van de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen ».

Les conseils provinciaux des provinces d'Anvers, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Limbourg et de Luxembourg ont proposé de créer une S.D.R. dont le ressort territorial coïnciderait avec les limites administratives de chacune desdites provinces.

Les conseils provinciaux des provinces de Hainaut, de Liège et de Namur ont proposé de créer une S.D.R. dont le ressort territorial s'étendrait sur l'ensemble du territoire des provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, ainsi que de l'arrondissement administratif de Nivelles.

Dans la province de Brabant, les sections ont, on date du 6 juillet 1972, proposé la création d'une S.D.R. pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, d'une S.D.R. pour l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde et d'une S.D.R. pour l'arrondissement administratif de Louvain, et l'adhésion de l'arrondissement administratif de Nivelles à une S.D.R. dont le ressort territorial coïnciderait avec le ressort du Conseil économique régional pour la Wallonie.

En vertu de l'arrêté royal du 16 juin 1972, les conseils économiques régionaux devaient, dans un délai de trente jours après réception des propositions émanant des conseils provinciaux, formuler un avis concernant le ressort territorial des S.D.R. (article 6).

Le 10 juillet 1972, le Conseil économique régional pour la Wallonie a émis un avis tendant à créer une S.D.R. unique dont le ressort territorial coïnciderait avec le sien (c'est-à-dire les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, et l'arrondissement administratif de Nivelles).

Le 10 juillet 1972, le « Gewestelijke Economische Raad voor Vlaanderen » a formulé un avis préconisant la création d'une S.D.R. dans les provinces d'Anvers, de Flandre orientale, de Flandre occidentale et de Limbourg.

Le 17 juillet 1972, le Conseil économique régional pour le Brabant a proposé de créer des S.D.R., dont le ressort territorial coïnciderait, d'une part, avec l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, d'autre part avec l'ensemble du territoire des arrondissements administratifs de Hal-Vilvorde et de Louvain, tandis que l'arrondissement de Nivelles ressortirait à la S.D.R. dont le ressort territorial coïnciderait avec celui du Conseil économique régional pour la Wallonie.

Il appartient maintenant au Conseil des Ministres de procéder à la fixation du ressort territorial des sociétés de développement régional.

Compte tenu desdites propositions des conseils provinciaux et sections et des avis émis par les conseils économiques régionaux, il semble indiqué de délimiter sept sociétés de développement régional.

Le présent avant-projet d'arrêté royal y pourvoit.

..

Initialement déjà, la probabilité de la création de plusieurs S.D.R. avait été envisagée (Cfr. Exposé des motifs du projet de loi cadre, 22 octobre 1960, Doc. Chambre, n° 123 (S.E. 1968-1).

Par voie de conséquence, la nécessité d'une coordination s'est imposée.

La loi du 15 juillet 1970 a confié cette tâche aux Conseils économiques régionaux. En effet, l'article 13, 2, 3°, charge les C.E.R. « de recueillir toutes les données et suggestions émanant des sociétés de développement régional, de les coordonner et, si nécessaire, d'harmoniser les intérêts éventuellement divergents ».

Ainsi, le législateur a formellement confié aux C.E.R. la mission de procéder, le cas échéant, à la coordination que nécessiteraient des initiatives prises par plusieurs S.D.R., tant dans le cadre de leurs propres attributions que dans leur coopération de fait avec des intercommunales ou avec d'autres instances.

Il convient par ailleurs de souligner que le législateur a particulièrement tenu compte de cette mission de coordination pour la création et la composition du C.E.R.B. En effet, tant dans l'exposé des motifs (page 8) que dans le rapport de la Commission spéciale de la Chambre des Représentants (Doc. n° 125-23, pages 10 et 11), il est précisé que le C.E.R.B. assure « la coordination des intérêts économiques communs à tous les arrondissements du Brabant ».

In de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen en Luxemburg werd door de respectieve provincieraden voorgesteld een G.O.M. op te richten waarvan het werkgebied zou samenvallen met de bestaande bestuurlijke grenzen van elk der bedoelde provincies.

In de provincies Henegouwen, Luik en Namen werd voorgesteld één G.O.M. op te richten waarvan het werkgebied het gezamenlijk territorium van de provincies Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen, alsmede van het administratief arrondissement Nijvel zou bestrijken.

In de provincieraad van de provincie Brabant werden op 6 juli 1972 door de afdelingen voorstellen geformuleerd strekkend tot de oprichting van een G.O.M. voor het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, van een G.O.M. voor het administratief arrondissement Halle-Vilvoorde en van een G.O.M. voor het administratief arrondissement Leuven, en de aansluiting van het administratief arrondissement Nijvel bij een G.O.M. waarvan het werkgebied zou samenvallen met het gebied van de « Conseil économique régional pour la Wallonie ».

Krachtens het koninklijk besluit d.d. 16 juni 1972 moesten de Gewestelijke Economische Raden binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de voorstellen der provincieraden een gemotiveerd advies formuleren betreffende het werkgebied van de G.O.M.'s (artikel 6).

De Gewestelijke Economische Raad voor Vlaanderen heeft op 10 juli 1972 een advies geformuleerd strekkende tot oprichting van een G.O.M. in de provincies Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen.

De « Conseil économique pour la Wallonie » heeft op 10 juli 1972 de oprichting geadviseerd van één enkele G.O.M., waarvan het werkgebied zou samenvallen met het zijne, namelijk de provincies Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen en het administratief arrondissement Nijvel.

De Gewestelijke Economische Raad voor Brabant heeft op 17 juli 1972 geadviseerd de in Brabant op te richten G.O.M.'s derwijze af te bakenen dat hun werkgebied zou samenvallen, enerzijds met het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, anderzijds met het gezamenlijk grondgebied van de administratieve arrondissementen Halle-Vilvoorde en Leuven, terwijl het grondgebied van het arrondissement Nijvel zou ressorteren onder één G.O.M., waarvan het werkgebied zou samenvallen met het werkgebied van de « Conseil économique régional pour la Wallonie ».

Thans dient door de Ministerraad te worden overgegaan tot de afbakening van het werkgebied van de Gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen.

Rekening houdend met de bovenvermelde voorstellen van de provincieraden en afdelingen en met de adviezen van de drie Gewestelijke Economische Raden, lijkt het aangewezen zeven G.O.M.'s af te bakenen.

Dit is het voorwerp van onderhavig voorontwerp van koninklijk besluit.

..

Bij de aanvang reeds werd de waarschijnlijkheid van de oprichting van meerdere gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen onder ogen genomen (cf. Memorie van toelichting van het ontwerp van kaderwet, 22 oktober 1968, Doc. Kamer, nr. 123 (B.Z. 1968-1).

Dienvolgens werd ook de noodzaak van een coördinatie aan gevoeld.

De wet van 15 juli 1970 heeft de Gewestelijke Economische Raden met deze taak belast. In artikel 13, 2, 3° wordt immers opdracht aan de Gewestelijke Economische Raden toegewezen « alle gegevens en voorstellen ingezonden door de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen in te zamelen, ze te coördineren en, indien noodzakelijk, de soms uiteenlopende belangen op elkaar af te stemmen ».

Aldus heeft de wetgever uitdrukkelijk de eventueel noodzakelijke coördinatie van initiatieven genomen door meerdere G.O.M.'s, zowel in het kader van hun eigen opdrachten als in hun feitelijke samenwerking met intercommunales of andere instanties, opgedragen aan de Gewestelijke Economische Raden.

Er moes tevens op gewezen worden dat de wetgever op bijzondere wijze rekening gehouden heeft met deze coördinatieopdracht bij de oprichting en de samenstelling van de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant. In de memorie van toelichting (blz. 8), en in het verslag aan de Bijzondere Commissie van de Kamer (Doc. nr. 125-23, blz. 10 en 11), wordt namelijk uitdrukkelijk gepreciseerd dat de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant dient in te staan « voor de coördinatie van de gemeenschappelijke economische belangen van alle Brabantse arrondissementen ».

La concertation entre les S.D.R. qui exerceront leurs activités dans les limites du C.E.R.B. et du « Gewestelijke Economische Raad voor Vlaanderen » se fera dès lors dans le cadre de leur conseil économique régional.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,

Het overleg tussen de Gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen die werkzaam zijn binnen de grenzen van de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant en de Gewestelijke Economische Raad voor Vlaanderen zal dan ook gebeuren in het kader van hun gewestelijke raad.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,

R. VAN ELSLANDE

Pour le Ministre des Affaires économiques, absent :
Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale,

Voor de Minister van Economische Zaken, afwezig :
De Staatssecretaris voor Streekeconomie,

E. CLOSE

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale, | De Staatssecretaris voor Streekeconomie,

L. DHOORE

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale, | De Staatssecretaris voor Streekeconomie,

E. CLOSE

2 AOUT 1972

Arrêté royal déterminant le ressort territorial
des sociétés de développement régional

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et notamment l'article 15, § 1er, alinéa 4;

Vu les propositions des conseils provinciaux d'Anvers, de Limbourg, de Flandre orientale, de Flandre occidentale, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, du 22 juin 1972, ainsi que des sections du conseil provincial du Brabant du 6 juillet 1972;

Vu les avis émis par le Conseil économique régional pour la Wallonie le 10 juillet 1972, par le Conseil économique régional pour la Flandre le 10 juillet 1972 et par le Conseil économique régional pour le Brabant le 17 juillet 1972;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, et notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre des Affaires économiques, de Nos Secrétaires d'Etat à l'Economie régionale et de l'avis de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le ressort territorial des sociétés de développement régional est déterminé respectivement comme suit :

1. la province d'Anvers;
2. la province de Limbourg;
3. la province de Flandre orientale;
4. la province de Flandre occidentale;

2 AUGUSTUS 1972

Koninklijk besluit tot vaststelling van het werkgebied
van de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie, inzonderheid op artikel 15, § 1, 4e lid;

Gelet op de voorstellen van de provincieraden van Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen dd. 22 juni 1972, alsmede van de afdelingen van de provincieraad van Brabant dd. 6 juli 1972;

Gelet op de adviezen van de Gewestelijke Economische Raad voor Vlaanderen dd. 10 juli 1972, van de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië dd. 10 juli 1972 en van de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant dd. 17 juli 1972;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State en inzonderheid het artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Economische Zaken, Onze Staatssecretarissen voor Streekeconomie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het werkgebied van de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen wordt respectievelijk als volgt vastgesteld :

1. de provincie Antwerpen;
2. de provincie Limburg;
3. de provincie Oost-Vlaanderen;
4. de provincie West-Vlaanderen;

5. les arrondissements administratifs de Hal-Vilvorde et Louvain;
6. les provinces de Hainaut, Liège, Luxembourg et Namur et l'arrondissement administratif de Nivelles;
7. l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre des Affaires économiques et Nos Secrétaires d'Etat à l'Economie régionale, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 2 août 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

R. VAN ELSLANDE

Pour le Ministre des Affaires économiques, absent :
Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale,

E. CLOSE

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale,

L. DHOORE

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale,

E. CLOSE

5. de administratieve arrondissementen Halle-Vilvoorde en Leuven;
6. de provincien Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen en het administratief arrondissement Nijvel;
7. het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Economische Zaken en Onze Staatssecretarissen voor Streekeconomie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 2 augustus 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

Voor de Minister van Economische Zaken, afwezig :
De Staatssecretaris voor Streekeconomie,

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Personeel. — Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 20 juli 1972 is met ingang van 10 september 1972, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Bary, H., adjunct-secretaris speciaal toegevoegd aan de gerechtelijke officieren bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.

Hij mag zijn aanspraak op pensioen doen gelden en is gemachtigd de eretitel van zijn ambt te dragen.

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

7 JULI 1972. — Koninklijk besluit tot indeling van de ontworpen openbare weg Kortrijk-Veurne bij de categorie der autosnelwegen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het hierbij behorend plan tot vaststelling van het tracé van de ontworpen openbare weg Kortrijk-Veurne;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De ontworpen openbare weg Kortrijk-Veurne, waarvan het plan hierbij behoort en door Onze Minister van Openbare Werken geïllustreerd is, wordt bij de categorie der autosnelwegen ingedeeld.

Het tracé van de autosnelweg loopt over het grondgebied van de volgende gemeenten : Bissegem, Gullegem, Moorsele, Wevelgem, Menen, Geluwe, Beselare, Gehveld, Zonnebeke, Langemark, Ieper, Boezinge, Reninge, Merkem, Driekappelen Lo, Alveringem, Pervijze, Veurne, Oostduinkerke.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Personeel. — Police judiciaire

Par arrêté royal du 20 juillet 1972, démission honorable de ses fonctions est accordée à partir du 10 septembre 1972 à M. Bary, H., secrétaire adjoint spécialement attaché aux officiers judiciaires près le parquet du tribunal de première instance de Charleroi.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

7 JUILLET 1972

Arrêté royal classant la voie publique projetée Courtrai-Furnes dans la catégorie des autoroutes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes, notamment l'article 1er;

Vu le plan ci-annexé fixant le tracé de la nouvelle voie publique Courtrai-Furnes projetée;

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La voie publique projetée Courtrai-Furnes, dont le plan ci-annexé et visé par Notre Ministre des Travaux publics est classée dans la catégorie des autoroutes.

Le tracé de l'autoroute traverse le territoire des communes suivantes : Bissegem, Gullegem, Moorsele, Wevelgem, Menin, Geluwe, Beselare, Gehveld, Zonnebeke, Langemark, Ypres, Boezinge, Reninge, Merkem, Driekappelen, Lo, Alveringem, Pervijze, Furnes, Oostduinkerke.